

MESSAGE N° 278 *20 septembre 2011*
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
l'approvisionnement économique du pays (LAE)

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur l'approvisionnement économique du pays

Le présent message est structuré selon le plan suivant:

- 1. Nécessité du projet**
- 2. Résultats de la consultation**
- 3. Grandes lignes du projet**
- 4. Commentaires article par article**
- 5. Incidences financières et en personnel**
- 6. Influence sur la répartition des tâches Etat-communes**
- 7. Constitutionnalité, conformité au droit fédéral et eurocompatibilité**
- 8. Conclusions**

1. NÉCESSITÉ DU PROJET

La Constitution fédérale charge la Confédération, en son article 102, d'assurer l'approvisionnement du pays en biens et en services de première nécessité afin de pouvoir faire face à une menace de guerre, à une autre manifestation de force ou à une grave pénurie à laquelle l'économie n'est pas en mesure de remédier par ses propres moyens.

La Confédération a édicté une loi fédérale sur l'approvisionnement économique du pays, afin de remplir le mandat constitutionnel. Dite loi fédérale prévoit l'obligation pour les cantons d'édicter les dispositions relatives à l'exécution des tâches qui leur sont déléguées et d'instituer les organes nécessaires.

C'est la raison pour laquelle le canton de Fribourg présente aujourd'hui son projet de loi cantonale sur l'approvisionnement économique du pays. Comme son nom l'indique, cette loi est étroitement liée à des aspects économiques, raison pour laquelle la Direction de l'économie et de l'emploi a été chargée de mener à bien cette mission. Elle a désigné le Service public de l'emploi comme autorité de référence en la matière, lequel s'est chargé d'en rédiger le projet.

2. RÉSULTATS DE LA CONSULTATION

La consultation relative au projet de loi a eu lieu durant l'année 2007. La procédure a ensuite été suspendue dans l'attente d'une décision relative à la direction, respectivement au service qui serait en charge de l'approvisionnement économique du pays pour le canton de Fribourg. Il apparaissait en effet nécessaire d'évaluer si les compétences liées à ce domaine particulier ne devraient pas être confiées à la Direction de la sécurité et de la justice, soit au Service de la protection de la population et des affaires militaires (SPPAM). Il est ressorti de cette analyse et de l'avis de l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) que le statu quo devait être maintenu. Cette décision a été validée au mois de décembre 2010.

S'agissant des résultats de la procédure de consultation, il y a lieu de relever que les principales remarques ont été formulées par le Service de la législation, le SPPAM et l'Association des communes fribourgeoises. Ces remarques concernaient notamment la dénomination de l'autorité compétente («organe» en lieu et place d'«Office»), les précisions de certaines compétences communales, la coordination avec l'autorité chargée de la protection de la population et la répartition des frais engendrés par les tâches relatives à l'approvisionnement économique. Dans la mesure du possible, il a été tenu compte de ces remarques dans la rédaction du projet final. Pour le surplus, le présent rapport répond aux questions soulevées dans le cadre de la consultation.

3. GRANDES LIGNES DU PROJET

Le projet de loi comprend quinze articles répartis dans quatre chapitres distincts. Cette concision permet de se concentrer sur les points essentiels, tout en laissant la possibilité au Conseil d'Etat de régler plus en détail certains aspects ultérieurement, dans le cadre d'un règlement.

Le premier chapitre, détermine l'objet de la loi et définit les autorités d'exécution ainsi que leurs compétences respectives. Elle fait également appel à la notion de partenaires, qui peuvent être appelés à soutenir les autorités dans leur mission.

Le deuxième chapitre s'attarde plus longuement sur la nature et les activités de l'organe cantonal de l'approvisionnement économique, qui joue un rôle central dans le système mis en place en vue d'assurer l'approvisionnement du pays.

Le troisième chapitre traite des voies de droit et de la poursuite pénale.

Enfin, le quatrième chapitre fixe la date d'entrée en vigueur de la loi.

4. COMMENTAIRES ARTICLE PAR ARTICLE

Titre

Le titre de la loi cantonale reprend les termes de la loi fédérale.

Chapitre premier: dispositions générales

L'article premier confirme qu'il s'agit bien d'une loi d'application d'une loi fédérale (**al. 1**), dont elle a pour but d'assurer l'application au niveau cantonal. La structure mise en place est de nature subsidiaire, puisqu'elle n'est censée intervenir que lorsque l'économie n'est plus en mesure d'assurer l'approvisionnement du canton (**al. 2**).

Le chapitre permet d'avoir une vue d'ensemble sur les différents acteurs impliqués, de près ou de loin, dans la question de l'approvisionnement économique du pays. On distingue d'un côté les acteurs «institutionnels», et de l'autre les partenaires, qui peuvent être appelés à soutenir les premiers dans leurs tâches.

Le Conseil d'Etat constitue l'autorité de référence en la matière (**art. 2**). Il lui appartient de déterminer quelles autorités assureront l'approvisionnement économique du pays et d'en assurer la surveillance. Il garde la possibilité de déléguer ses compétences à la Direction en charge de

l'économie, tout comme celle d'édicter des dispositions réglementaires.

Le Conseil d'Etat met sur pied un organe cantonal de l'approvisionnement économique du pays, lequel est intégré dans la Direction chargée de l'économie. Les dispositions particulières concernant cet organe ont été incorporées dans le Chapitre II.

La Chancellerie d'Etat est chargée d'assurer la diffusion de l'information à la population (**art. 4**). En ce sens, elle constitue le vecteur d'information de l'organe cantonal, qui lui fournit les données nécessaires (**al. 1**). Elle collabore avec les médias, les communes et les autres services de l'administration cantonale (**al. 2**). Dans l'accomplissement de sa mission, la Chancellerie tient compte de la législation en matière d'information du public, en particulier de la LOCEA et de la l'OLinf (**al. 3**).

Les communes constituent un élément essentiel du système d'approvisionnement cantonal (**art. 5**). En effet, elles sont amenées à assurer à leur échelon l'approvisionnement de la population, en instaurant un office communal de l'approvisionnement économique (**al. 2**). Si nécessaire, elles collaborent entre elles (**al. 3**).

L'article 6 établit une liste de partenaires potentiels dont l'organe cantonal peut demander la collaboration, si nécessaire, afin d'assurer une exécution optimale de sa mission.

Chapitre II: organe cantonal de l'approvisionnement économique

L'organe cantonal de l'approvisionnement économique est institué par la loi pour exercer les tâches découlant de la législation fédérale. Il est également l'organe principal d'application de la loi cantonale. Le Conseil d'Etat nomme un chef d'organe, lequel forme un état-major et nomme un chef remplaçant (**art. 8 al. 1**). L'organe regroupe plusieurs membres, représentant différents services étatiques (**al. 2**). Des tâches particulières peuvent être attribuées par l'organe à ces services, en cas de rationnement.

Les principales tâches de l'organe sont rappelées à l'article 9: garantir un état de préparation optimal, former les partenaires, contrôler l'existence de structures communales adéquates, appliquer des mesures fédérales, coordonner et superviser, proposer des améliorations. Il se réunit en principe une fois par an, voire plus si cela s'avère nécessaire (**al. 2**).

L'organe doit pouvoir disposer de moyens suffisants pour pouvoir accomplir sa tâche (**art. 10 al. 1**). Au besoin, il peut recourir à la réquisition de biens, moyennant indemnisation (**al. 2**). Finalement, il peut demander ou accepter l'aide d'autres cantons ou de la Confédération (**al. 3**); cette dernière possibilité doit néanmoins être prévue par le droit fédéral.

Les personnes impliquées de manière prépondérante dans la gestion de l'approvisionnement économique doivent, pour pouvoir faire face à leurs engagements, disposer d'une formation suffisante (**art. 11**). Cela implique non seulement que ces personnes suivent une formation de base, mais aussi une formation continue, notamment celle dispensée par les organes fédéraux compétents.

Le projet distingue clairement les situations normales (**art. 12 al. 1**) de celles de crise (**art. 12 al. 2**). En temps normal, le budget ordinaire de l'Etat suffit à assurer le

fonctionnement du système d'approvisionnement économique, qui ne nécessite que des ressources limitées. Par contre, en temps de crise, le projet ménage la possibilité de recourir à des crédits spéciaux, pour pouvoir faire face à des situations inattendues. Cette solution permet une flexibilité quant à la mise en œuvre de moyens, indispensable pour réagir rapidement en cas d'urgence.

Chapitre III: voies de droit et poursuite pénale

Les décisions rendues en matière d'approvisionnement économique sont sujettes à recours. La procédure de recours se réfère à la procédure administrative cantonale. Une exception est prévue lors de situations extraordinaires: dans ce cas, le délai de recours est ramené à 10 jours et le recours est privé d'effet suspensif. Cette solution a l'avantage de permettre aux autorités de réagir rapidement aux demandes, sans pour autant courir le risque d'une paralysie administrative, que pourrait provoquer un afflux massif de recours en cas de crise.

Quant à la poursuite pénale, relative aux infractions prévues par le droit fédéral, elle a lieu conformément à la loi sur la justice.

Chapitre IV: Disposition finale

L'entrée en vigueur de la loi sera fixée par le Conseil d'Etat (**art. 15**).

5. INCIDENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Le budget cantonal sera mis à contribution de manière très modérée, suite à l'entrée en vigueur de la présente loi. En effet, les principales tâches découlant de l'application des dispositions fédérales sont d'ores et déjà intégrées au sein du Service public de l'emploi. La structure légère en situation normale ne grève pas donc le budget de l'Etat.

Il en va de même s'agissant des communes: les tâches découlant de l'approvisionnement économique du pays demeurent très limitées en période normale (quelques heures par années). Elles peuvent donc être supportées par les secrétariats communaux dans le cadre de leurs activités courantes.

6. INFLUENCE SUR LA RÉPARTITION DES TÂCHES ÉTAT-COMMUNES

Le projet de loi ne modifie pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes, mais crée de nouvelles obligations pour chacun d'eux. La supervision de l'approvisionnement économique du pays est confiée au canton, par le biais de l'organe cantonal; l'application sur le terrain est déléguée aux communes.

7. CONSTITUTIONNALITÉ, CONFORMITÉ AU DROIT FÉDÉRAL ET EUROCOMPATIBILITÉ

Le projet de loi est conforme à la Constitution fédérale (art. 102), ainsi qu'à la Constitution cantonale. Celle-ci enjoint en particulier l'Etat de prendre les mesures nécessaires pour prévenir et maîtriser les catastrophes et les situations d'urgence (art. 75) ainsi que d'assurer l'appro-

visionnement du pays en biens et en services de première nécessité (art. 77).

Vu la forte intégration des tâches fédérales dans le projet, celui-ci a été élaboré en tenant compte de sa compatibilité avec le droit fédéral. Il y est conforme.

Pour le reste, le projet n'est pas contraire au droit communautaire.

8. CONCLUSIONS

La mise en vigueur de la présente loi s'impose puisqu'elle découle d'une délégation de compétence fédérale. Elle garantit que le canton soit en mesure de faire face à temps et de manière proportionnée à des situations de crise.

Il est utile de relever que les nouvelles mesures préconisées par le projet n'auront pas pour effet de charger les finances étatiques de manière significative. En effet, celles-ci seront prises en charge en grande partie par la Confédération.

En conclusion, nous vous invitons à adopter le présent projet de loi.

BOTSCHAFT Nr. 278 20. September 2011
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Gesetzesentwurf über
die wirtschaftliche Landesversorgung (WLG)

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf über die wirtschaftliche Landesversorgung.

Diese Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

1. **Notwendigkeit des Entwurfs**
2. **Resultate der Vernehmlassung**
3. **Die wichtigsten Züge des Entwurfs**
4. **Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln**
5. **Finanzielle und personelle Auswirkungen**
6. **Auswirkungen auf die Aufgabenverteilung zwischen Kanton und Gemeinden**
7. **Verfassungsmässigkeit, Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und dem Europarecht**
8. **Schluss**

1. NOTWENDIGKEIT DES ENTWURFS

Der Artikel 102 der Bundesverfassung erteilt dem Bund den Auftrag, die Versorgung des Landes mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen sicherzustellen für den Fall machtpolitischer oder kriegerischer Bedrohungen sowie in schweren Mangellagen, denen die Wirtschaft nicht selbst zu begegnen vermag.

Der Bund hat ein Bundesgesetz über die wirtschaftliche Landesversorgung erlassen, um diesen Verfassungsauftrag zu erfüllen. Dieses Bundesgesetz verpflichtet die Kantone, Vorschriften für den Vollzug der ihnen übertragenen Aufgaben zu erlassen und die erforderlichen Organe zu bestellen.

Aus diesem Grund legt der Kanton Freiburg heute seinen Entwurf für ein kantonales Gesetz über die wirtschaftli-

che Landesversorgung vor. Wie der Titel bereits andeutet, steht dieses Gesetz in direktem Zusammenhang mit wirtschaftlichen Aspekten. Aus diesem Grund wurde der Volkswirtschaftsdirektion der Auftrag erteilt, diese Aufgabe auszuführen. Sie hat das Amt für den Arbeitsmarkt als zuständige Behörde ernannt und das Amt hat den Entwurf verfasst.

2. RESULTATE DER VERNEHMLASSUNG

Die Vernehmlassung zum Gesetzesentwurf fand im Verlaufe des Jahres 2007 statt. Das Verfahren wurde anschliessend unterbrochen, um einen Entscheid bezüglich der Direktion oder der Dienststelle, die künftig für die wirtschaftliche Landesversorgung für den Kanton Freiburg zuständig sein wird, abzuwarten. Insbesondere wollte man prüfen, ob die Kompetenzen in diesem besonderen Bereich nicht eher der Sicherheits- und Justizdirektion und genauer dem Amt für Bevölkerungsschutz und Militär (ABSM) zukommen. Diese Analyse und die Stellungnahme des Bundesamts für wirtschaftliche Landesversorgung (BWL) haben gezeigt, dass der Status Quo beibehalten werden sollte. Dieser Entscheid wurde im Dezember 2010 validiert.

Zu den Resultaten der Vernehmlassung kann gesagt werden, dass die wichtigsten Bemerkungen vom Amt für Gesetzgebung, vom ABSM und vom Freiburger Gemeindeverband stammten. Diese Bemerkungen bezogen sich insbesondere auf die Benennung der zuständigen Behörde («Organ» anstelle von «Zentralstelle»), auf genauere Angaben zu gewissen Befugnissen der Gemeinden, auf die Koordination mit der für den Bevölkerungsschutz zuständigen Behörde und auf die Verteilung der Kosten, die durch die Aufgaben im Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Landesversorgung entstehen. Soweit möglich wurden diese Bemerkungen bei der Ausarbeitung der Endversion berücksichtigt. Im Übrigen geht dieser Bericht auf alle Fragen ein, die im Rahmen der Vernehmlassung gestellt wurden.

3. DIE WICHTIGSTEN ZÜGE DES ENTWURFS

Der Gesetzesentwurf umfasst fünfzehn Artikel, die in vier Kapitel aufgeteilt sind. Die knappe Formulierung erlaubt es, sich auf die wesentlichen Punkte zu konzentrieren, und lässt dem Staatsrat die Möglichkeit, bestimmte Aspekte zu einem späteren Zeitpunkt im Rahmen eines Reglements genauer festzulegen.

Das erste Kapitel legt den Gegenstand des Gesetzes fest und definiert die Ausführungsbehörden und ihre jeweiligen Befugnisse. Ebenfalls erwähnt werden die Partner, die beigezogen werden können, um die Behörden bei der Erfüllung ihres Auftrags zu unterstützen.

Das zweite Kapitel befasst sich eingehend mit den Eigenschaften und den Tätigkeiten des kantonalen Organs für die wirtschaftliche Landesversorgung, das eine zentrale Rolle für die Sicherstellung der Landesversorgung spielt.

Das dritte Kapitel behandelt die Rechtsmittel und die Strafverfolgung.

Und das vierte Kapitel schliesslich legt das Datum fest, an dem dieses Gesetz in Kraft tritt.

4. ERLÄUTERUNGEN ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN

Erlasstitel

Der Titel des kantonalen Gesetzes übernimmt den Wortlaut des Bundesgesetzes.

1. Kapitel: Allgemeine Bestimmungen

Der erste Artikel bestätigt, dass es sich um ein Ausführungsgesetz zu einem Bundesgesetz handelt (**Abs. 1**), dessen Ausführung es auf kantonaler Ebene sicherstellen soll. Die aufgestellte Struktur ist subsidiärer Natur, denn sie tritt erst in Aktion, wenn die Wirtschaft nicht mehr in der Lage ist, die Versorgung des Kantons sicherzustellen (**Abs. 2**).

Dieses Kapitel gibt einen Überblick über die verschiedenen Akteure, die direkt oder indirekt an Fragen zur wirtschaftlichen Landesversorgung beteiligt sind. Es wird zwischen «institutionellen» Akteuren einerseits und den Partnern andererseits unterschieden. Letztere können aufgefordert werden, erstere bei der Erfüllung ihrer Aufgaben zu unterstützen.

Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über diesen Bereich aus (**Art. 2**). Er bestimmt, welche Behörden die wirtschaftliche Landesversorgung sicherstellen, und überwacht diese. Er kann seine Befugnisse an die für die Volkswirtschaft zuständige Direktion übertragen und weitere Vollzugsbestimmungen erlassen.

Der Staatsrat errichtet ein kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung, das an die für die Volkswirtschaft zuständige Direktion angegliedert ist. Nähere Bestimmungen zu diesem Organ sind im 2. Kapitel zusammengefasst.

Die Staatskanzlei hat den Auftrag, die Information der Bevölkerung sicherzustellen (**Art. 4**). In diesem Sinne ist sie der Informationskanal des kantonalen Organs, das ihr die notwendigen Angaben zukommen lässt (**Abs. 1**). Sie arbeitet mit den Medien, den Gemeinden und den anderen Dienststellen der Kantonsverwaltung zusammen (**Abs. 2**). Bei der Ausführung ihres Auftrags beachtet die Staatskanzlei die Gesetzgebung über die Information der Öffentlichkeit, insbesondere das SVOG und die InfoV (**Abs. 3**).

Die Gemeinden haben eine wichtige Funktion im kantonalen Versorgungssystem (**Art. 5**). Sie sind nämlich dafür zuständig, die Versorgung der Bevölkerung auf ihrem Gebiet sicherzustellen, indem sie eine Gemeindestelle für die wirtschaftliche Landesversorgung errichten (**Abs. 2**). Falls nötig, arbeiten sie mit anderen Gemeinden zusammen (**Abs. 3**).

Der **Artikel 6** enthält eine Liste der möglichen Partner, die das Organ gegebenenfalls zur Mitarbeit heranziehen kann, um seinen Auftrag optimal erfüllen zu können.

2. Kapitel: Kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung

Das Gesetz errichtet ein kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung, das die Aufgaben gemäss Bundesgesetzgebung erfüllt. Es ist auch das Hauptorgan für den Vollzug des kantonalen Gesetzes. Der Staatsrat ernennt eine Person, die die Leitung des kantonalen Organs übernimmt. Die Leitung bezeichnet anschliessend

einen Führungsstab und ernennt eine Stellvertreterin oder einen Stellvertreter (**Art. 8 Abs. 1**). Das Organ setzt sich aus mehreren Mitgliedern zusammen, die verschiedene staatliche Dienststellen vertreten (**Abs. 2**). Im Falle einer Rationierung kann das Organ diesen Dienststellen besondere Aufgaben erteilen.

Die wichtigsten Aufgaben des Organs werden in **Artikel 9** genannt: für eine ständige Bereitschaft sorgen, die Partner schulen, kontrollieren, ob in den Gemeinden erforderliche Strukturen geschaffen wurden, die Massnahmen des Bundes umsetzen, koordinieren und überwachen, Verbesserungen vorschlagen. Das Organ tritt in der Regel ein Mal pro Jahr zusammen, wenn nötig auch häufiger (**Abs. 2**).

Das Organ muss über ausreichend Mittel verfügen, um seinen Auftrag erfüllen zu können (**Art. 10 Abs. 1**). Bei Bedarf kann es gegen Entschädigung bewegliche oder unbewegliche Vermögen requirieren (**Abs. 2**). Das Organ kann ausserdem die Hilfe anderer Kantone oder des Bundes annehmen oder anfordern (**Abs. 3**). Diese Möglichkeit muss jedoch vom Bundesrecht vorgesehen werden.

Personen, die massgeblich an der Durchführung der wirtschaftlichen Landesversorgung beteiligt sind, müssen ausreichend geschult werden, damit sie ihren Auftrag erfüllen können (**Art. 11**). Dies bedeutet nicht nur, dass diese Personen eine Grundausbildung besuchen, sondern auch, dass sie an Weiterbildungen teilnehmen, insbesondere an jenen, die von den zuständigen Bundesorganen erteilt werden.

Der Entwurf unterscheidet klar zwischen normaler Lage (**Art. 12 Abs. 1**) und Krisensituation (**Art. 12 Abs. 2**). In normaler Lage reicht das ordentliche Budget des Staats aus, um den Betrieb des wirtschaftlichen Versorgungssystems sicherzustellen, der nur geringe Mittel benötigt. Für eine Krisensituation hingegen sieht der Entwurf die Möglichkeit vor, zur Bewältigung von unerwarteten Lagen auf Sonderkredite zurückzugreifen. Diese Lösung bietet die notwendige Flexibilität, damit im Notfall rasch gehandelt werden kann und die erforderlichen Massnahmen getroffen werden können.

3. Kapitel: Rechtsmittel und Strafverfolgung

Die im Bereich der wirtschaftlichen Landesversorgung getroffenen Entscheide können mit Beschwerde angefochten werden. Das Beschwerdeverfahren richtet sich nach der kantonalen Verwaltungsrechtspflege. Für ausserordentliche Situationen ist eine Ausnahme vorgesehen: In diesem Fall beträgt die Beschwerdefrist zehn Tage und die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung. Diese Regelung hat den Vorteil, dass die Behörden rasch auf die Bedürfnisse reagieren können, ohne Gefahr zu laufen, auf administrativer Ebene blockiert zu sein, was im Krisenfall aufgrund einer grossen Anzahl von Beschwerden passieren könnte.

Die Verfolgung von strafbaren Handlungen, die gemäss Bundesgesetzgebung vorgesehen sind, richtet sich nach dem Justizgesetz.

4. Kapitel: Schlussbestimmung

Das Datum des Inkrafttretens des neuen Gesetzes wird vom Staatsrat festgelegt (**Art. 15**).

5. FINANZIELLE UND PERSONNELLE AUSWIRKUNGEN

Das kantonale Budget wird durch das Inkrafttreten des neuen Gesetzes kaum belastet. Die wesentlichen Aufgaben, die sich aus der Anwendung der Bundesvorschriften ergeben, werden nämlich bereits heute vom Amt für den Arbeitsmarkt wahrgenommen. Die leichte Struktur in normaler Lage belastet das Staatsbudget somit nicht.

Das Gleiche gilt für die Gemeinden: In normalen Situationen bleiben die Aufgaben, die sich aus der wirtschaftlichen Landesversorgung ergeben, sehr bescheiden (einige Stunden pro Jahr). Sie können von den Gemeindesekretariaten im Rahmen der laufenden Geschäfte erledigt werden.

6. AUSWIRKUNGEN AUF DIE AUFGABENVERTEILUNG ZWISCHEN KANTON UND GEMEINDEN

Der Gesetzesentwurf ändert die Aufgabenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden nicht, er schafft jedoch neue Pflichten für beide Parteien. Die Aufsicht über die wirtschaftliche Landesversorgung wird vom Staat über das kantonale Organ ausgeübt; die konkrete Umsetzung der Massnahmen wird den Gemeinden übertragen.

7. VERFASSUNGSMÄSSIGKEIT, ÜBEREINSTIMMUNG MIT DEM BUNDESRECHT UND DEM EUROPARECHT

Der Gesetzesentwurf ist mit der Bundesverfassung (Art. 102) und der Kantonsverfassung vereinbar. Diese verpflichtet den Staat insbesondere, die notwendigen Massnahmen zu treffen, um Katastrophen und Notsituationen vorzubeugen und sie zu bewältigen (Art. 75), sowie die Versorgung mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen sicherzustellen (Art. 77).

Da der Entwurf zahlreiche Vollzugsaufgaben des Bundes enthält, wurde dieser so aufgestellt, dass er mit dem Bundesrecht vereinbar ist. Er ist somit bundesrechtskonform.

Der Entwurf ist auch mit dem Europarecht vereinbar.

8. SCHLUSS

Die Inkraftsetzung dieses Gesetzes ist notwendig, da sie einer Kompetenzdelegation des Bundes entspringt. Sie gewährleistet, dass der Kanton in der Lage ist, Krisensituationen rechtzeitig und angemessen zu begegnen.

Es gilt ausserdem hervorzuheben, dass die neuen Massnahmen, die im Entwurf vorgeschlagen werden, für die Staatsfinanzen keine grosse Mehrlast bedeuten. Sie werden grösstenteils vom Bund übernommen.

Wir laden Sie ein, diesen Gesetzesentwurf anzunehmen.

Loi

du

sur l'approvisionnement économique du pays (LAE)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 8 octobre 1982 sur l'approvisionnement économique du pays (Loi sur l'approvisionnement du pays, LAP);

Vu l'ordonnance fédérale du 6 juillet 1983 sur l'organisation de l'approvisionnement économique du pays;

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 20 septembre 2011;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE 1

Dispositions générales

Art. 1 Objet

¹ La présente loi vise à assurer l'application, dans le canton, des mesures fédérales en matière d'approvisionnement économique du pays en biens et en services d'importance vitale.

² Elle règle notamment l'organisation, la formation et l'engagement de la structure mise en place afin d'assurer l'approvisionnement du canton en cas de graves pénuries ou de situations de crise auxquelles l'économie n'est plus en mesure de faire face.

Art. 2 Conseil d'Etat

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en la matière.

² Il édicte au besoin les dispositions d'exécution complémentaires.

Gesetz

vom

über die wirtschaftliche Landesversorgung (WLG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 8. Oktober 1982 über die wirtschaftliche Landesversorgung (Landesversorgungsgesetz, LVG);

gestützt auf die eidgenössische Verordnung vom 6. Juli 1983 über die Organisation der wirtschaftlichen Landesversorgung;

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 20. September 2011;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz will im Kanton die Anwendung der Massnahmen des Bundes im Bereich der Landesversorgung mit lebenswichtigen Gütern und Dienstleistungen sicherstellen.

² Es regelt namentlich die Organisation, die Ausbildung und den Einsatz der Struktur, die errichtet wird, um die Versorgung des Kantons sicherzustellen, falls die Wirtschaft einer schweren Mangellage oder einer Krisensituation nicht selbst zu begegnen vermag.

Art. 2 Staatsrat

¹ Der Staatsrat übt die Oberaufsicht über diesen Bereich aus.

² Er erlässt bei Bedarf weitere Vollzugsbestimmungen.

Art. 3 Organe cantonal de l’approvisionnement économique

Il est créé un organe cantonal de l’approvisionnement économique (ci-après: l’organe cantonal), qui est rattaché à la Direction compétente en matière d’économie (ci-après: la Direction).

Art. 4 Chancellerie d’Etat

¹ La Chancellerie d’Etat assure auprès de la population la diffusion de l’information concernant les mesures prises par l’organe cantonal, sur la base des données fournies par celui-ci.

² Afin de garantir l’information la plus large possible, la Chancellerie d’Etat transmet également les informations aux médias, aux communes et aux services de l’administration cantonale, en utilisant tous les moyens de communication habituels.

³ Pour le surplus, il est renvoyé à la législation cantonale en matière d’information du public.

Art. 5 Communes

¹ Les communes sont compétentes pour l’application sur le plan local des instructions fédérales et cantonales en matière d’approvisionnement économique du pays.

² Elles mettent sur pied un office communal de l’approvisionnement économique du pays. Elles en désignent la personne responsable ainsi que la personne chargée de son remplacement.

³ Les communes peuvent collaborer entre elles dans les formes prévues par la législation sur les communes (entente communale ou association de communes).

Art. 6 Partenaires

Dans l’accomplissement de ses tâches, l’organe cantonal peut compter avec la collaboration des partenaires suivants:

- a) la police;
- b) le corps des sapeurs-pompiers;
- c) le Service de la santé publique;
- d) le Service du médecin cantonal;
- e) le Service de la protection de la population et des affaires militaires;
- f) le Service de l’agriculture;

Art. 3 Kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung

Es wird ein kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung geschaffen (das kantonale Organ), das der für die Wirtschaft zuständigen Direktion (die Direktion) angegliedert ist.

Art. 4 Staatskanzlei

¹ Die Staatskanzlei informiert die Bevölkerung über die vom kantonalen Organ getroffenen Massnahmen und stützt sich dabei auf die Angaben, die sie von diesem Organ erhält.

² Um eine möglichst flächendeckende Information zu gewährleisten, übermittelt die Staatskanzlei die Informationen über die üblichen Kommunikationskanäle auch an die Medien, die Gemeinden und Dienststellen der Kantonsverwaltung.

³ Im Übrigen gilt die kantonale Gesetzgebung über die Information der Öffentlichkeit.

Art. 5 Gemeinden

¹ Die Gemeinden sind für die lokale Ausführung der Weisungen des Bundes und des Kantons im Bereich der wirtschaftlichen Landesversorgung zuständig.

² Sie errichten eine Gemeindestelle für wirtschaftliche Landesversorgung. Sie ernennen eine verantwortliche Person und eine Stellvertreterin oder einen Stellvertreter.

³ Die Gemeinden können in den von der Gemeindegesetzgebung vorgesehenen Formen (Gemeindeübereinkunft oder Gemeindeverband) mit anderen Gemeinden zusammenarbeiten.

Art. 6 Partner

Bei der Erfüllung seiner Aufgaben kann das kantonale Organ auf die Mitarbeit folgender Partner zählen:

- a) Polizei;
- b) Feuerwehr;
- c) Amt für Gesundheit;
- d) Kantonsarztamt;
- e) Amt für Bevölkerungsschutz und Militär;
- f) Amt für Landwirtschaft;

- g) le Service des forêts et de la faune;
- h) le Service vétérinaire;
- i) le Service de l'environnement;
- j) l'Office de la circulation et de la navigation;
- k) le Service des ponts et chaussées;
- l) le Service de la mobilité;
- m) le Service de l'énergie;
- n) les autres services publics, les institutions privées ou les particuliers dont la collaboration peut se révéler nécessaire.

Art. 7 Protection de la population

Les tâches que doivent remplir le canton et les communes en cas de catastrophes, de situations d'urgence ou d'accidents et de sinistres majeurs sont régies par la législation sur la protection de la population.

CHAPITRE 2

Organe cantonal de l'approvisionnement économique

Art. 8 Chef-fe et composition

¹ Le ou la chef-fe de l'organe cantonal, nommé-e par le Conseil d'Etat, dirige l'organisation de l'approvisionnement économique du pays.

² Cette personne désigne un état-major chargé de la seconder dans ses tâches. Elle désigne également un ou une chef-fe d'état-major, qui assure son remplacement si nécessaire.

³ Le Conseil d'Etat désigne les services qui composent l'organe cantonal et les personnes qui les représentent.

Art. 9 Tâches

¹ Les tâches de l'organe cantonal sont notamment les suivantes:

- a) assurer un état de préparation et une organisation permettant de garantir l'approvisionnement économique;
- b) assurer la formation des partenaires cantonaux et des responsables communaux;
- c) veiller à la mise en place des structures requises dans les communes;

- g) Amt für Wald, Jagd und Fischerei;
- h) Veterinäramt;
- i) Amt für Umwelt;
- j) Amt für Strassenverkehr und Schifffahrt;
- k) Tiefbauamt;
- l) Amt für Mobilität;
- m) Amt für Energie;
- n) weitere öffentliche Dienste sowie private Einrichtungen und Einzelpersonen, deren Mitwirkung allenfalls nötig ist.

Art. 7 Bevölkerungsschutz

Die Aufgaben des Kantons und der Gemeinden im Falle von Katastrophen, Not- oder Unfällen und grossen Schadenfällen werden in der kantonalen Gesetzgebung über den Bevölkerungsschutz geregelt.

2. KAPITEL

Kantonales Organ für die wirtschaftliche Landesversorgung

Art. 8 Leitung und Zusammensetzung

¹ Die Leiterin oder der Leiter des kantonalen Organs wird vom Staatsrat ernannt und regelt die Organisation der wirtschaftlichen Landesversorgung.

² Diese Person bezeichnet anschliessend einen Führungsstab, der sie bei ihren Aufgaben unterstützt. Sie ernennt ausserdem eine Person, die dem Führungsstab vorsteht und die gegebenenfalls ihre Stellvertretung übernimmt.

³ Der Staatsrat bezeichnet die Dienststellen, die Teil des kantonalen Organs sind, sowie deren Vertreterinnen und Vertreter.

Art. 9 Aufgaben

¹ Das kantonale Organ hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Es sorgt für eine ständige Bereitschaft und eine Organisation, mit denen die wirtschaftliche Landesversorgung garantiert werden kann.
- b) Es stellt die Ausbildung der kantonalen Partner und der verantwortlichen Personen in den Gemeinden sicher.
- c) Es sorgt dafür, dass die erforderlichen Strukturen in den Gemeinden geschaffen werden;

- d) appliquer sur le plan cantonal les mesures fédérales en matière d'approvisionnement économique du pays;
- e) coordonner et superviser l'activité des services de l'administration cantonale et des partenaires concernés;
- f) proposer au Conseil d'Etat les mesures propres à améliorer l'application des mesures fédérales.

² En situation normale, l'organe cantonal se réunit au moins une fois par année. En situation extraordinaire, il peut devenir un organe permanent, dont les fonctions peuvent se poursuivre jusqu'au rétablissement d'une situation normale.

Art. 10 Moyens

¹ Le Conseil d'Etat met à la disposition de l'organe cantonal tous les moyens en personnel et en matériel nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

² Si la situation l'exige, il peut avoir recours à la réquisition de biens mobiliers ou immobiliers. L'indemnisation des ayants droit a lieu conformément à la législation fédérale en la matière.

³ L'organe cantonal peut accepter ou requérir une aide intercantonale ou fédérale si le canton ne peut faire face seul à la situation de crise avec les moyens dont il dispose et dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.

Art. 11 Formation

Les membres de l'organe cantonal sont tenus de suivre une formation continue, notamment celle qui est dispensée par les organes fédéraux compétents.

Art. 12 Financement

¹ En temps normal, le financement nécessaire à l'exécution de la présente loi est assuré par le budget ordinaire.

² Pour faire face à une situation de crise, le Conseil d'Etat peut recourir à des crédits spéciaux. Le règlement définitif des frais fait l'objet d'une décision du Conseil d'Etat, sur la proposition de la Direction.

- d) Es führt auf kantonaler Ebene die Massnahmen des Bundes im Bereich der wirtschaftlichen Landesversorgung aus.
- e) Es koordiniert und überwacht die Tätigkeit der Dienststellen der Kantonsverwaltung und der betroffenen Partner.
- f) Es schlägt dem Staatsrat Massnahmen vor, mit denen die Massnahmen des Bundes besser ausgeführt werden können.

² In normaler Lage trifft sich das kantonale Organ mindestens ein Mal pro Jahr. In ausserordentlicher Lage kann es zum ständigen Organ werden, dessen Funktionen bis zur Wiederherstellung der normalen Lage bestehen bleiben können.

Art. 10 Mittel

¹ Der Staatsrat stellt dem kantonalen Organ alle notwendigen personellen und materiellen Mittel zur Verfügung, damit es seinen Auftrag erfüllen kann.

² Falls es die Situation verlangt, kann es bewegliches oder unbewegliches Vermögen requirieren. Die Entschädigung der Anspruchsberechtigten richtet sich nach der einschlägigen Gesetzgebung des Bundes.

³ Das kantonale Organ kann die Hilfe anderer Kantone oder des Bundes annehmen oder anfordern, falls der Kanton die Krisensituation nicht alleine mit den zur Verfügung stehenden Mitteln bewältigen kann und soweit dies vom Bundesrecht vorgesehen ist.

Art. 11 Ausbildung

Die Mitglieder des kantonalen Organs sind verpflichtet, an Weiterbildungen teilzunehmen, insbesondere an jenen, die von den zuständigen Bundesorganen erteilt werden.

Art. 12 Finanzierung

¹ In normaler Lage wird die Finanzierung, die zur Ausführung dieses Gesetzes benötigt wird, über das ordentliche Budget sichergestellt.

² Zur Bewältigung einer Krisensituation kann der Staatsrat auf Sonderkredite zurückgreifen. Die Kosten werden definitiv auf Antrag der Direktion mit einem Staatsratsbeschluss beglichen.

CHAPITRE 3

Voies de droit et poursuite pénale

Art. 13 Voies de droit

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² Toutefois, pour les décisions rendues lors de situations extraordinaires, le délai de recours est de dix jours et le recours n'a pas d'effet suspensif. La Direction statue définitivement au niveau cantonal.

³ Le recours à l'autorité fédérale compétente est réservé.

Art. 14 Poursuite pénale

La poursuite et le jugement des infractions prévues par le droit fédéral ont lieu conformément à la loi sur la justice.

CHAPITRE 4

Disposition finale

Art. 15 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

3. KAPITEL

Rechtsmittel und Strafverfolgung

Art. 13 Rechtsmittel

¹ Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können mit Beschwerde nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

² Für Entscheide, die in ausserordentlichen Situationen getroffen werden, beträgt die Beschwerdefrist jedoch zehn Tage und die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung. Die Direktion entscheidet als letzte kantonale Instanz.

³ Die Beschwerde an die zuständige Bundesbehörde bleibt vorbehalten.

Art. 14 Strafverfolgung

Strafbare Handlungen gemäss der Bundesgesetzgebung werden nach dem Justizgesetz verfolgt und beurteilt.

4. KAPITEL

Schlussbestimmung

Art. 15 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.